



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1232/Add.3
4 février 1977

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-troisième session

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

ETUDE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SIGNALEES AU CHILI,
EN PARTICULIER LES CAS DE TORTURE ET AUTRES PEINES OU
TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS

Note du Secrétaire général

Additif

Annexe II (suite)

F. Fédération syndicale mondiale

Annexe II (suite)

F. FEDERATION SYNDICALE MONDIALE

[Original : espagnol]
[4 février 1977]

Informations sur les activités de la FSM en solidarité avec
les travailleurs et le peuple chiliens et pour
le respect des droits de l'homme au Chili

La Fédération syndicale mondiale a manifesté, dès les premiers jours, son appui à la cause des travailleurs et des démocrates chiliens et n'a depuis lors cessé son action, que nous n'évoquerons ici que dans ses grandes lignes.

Le huitième Congrès syndical mondial, tenu en octobre 1973 à Varna (Bulgarie), avec la participation des représentants de quelque 200 millions de travailleurs, a consacré une séance spéciale à la solidarité avec le Chili, à laquelle sont intervenus, entre autres orateurs, Mme Hortensia Bussi de Allende, veuve du président assassiné, et un représentant des syndicats chiliens. Le huitième Congrès syndical mondial a réaffirmé, dans une déclaration adoptée à l'unanimité au début de ses travaux, son entière solidarité avec le peuple chilien, avec ses travailleurs et avec sa Central Unica de Trabajadore de Chile (Centrale unique des travailleurs du Chili) (CUT).

Depuis, les organes directeurs de la FSM n'ont pas manqué d'examiner la situation au Chili à toutes leurs réunions et ils ont adopté, à chacune de leurs sessions, des motions et des résolutions de solidarité avec lui. Signalons en particulier la résolution adoptée par le Conseil général de la FSM, réuni en octobre 1974 à La Havane, qui a proclamé 1975 l'Année de la solidarité avec le Chili et les peuples qui luttent contre le fascisme. Le Bureau de la FSM, réuni à Bagdad en avril 1975, a adopté une déclaration appelant les travailleurs et les syndicats de tous les pays à intensifier leurs efforts de solidarité avec la lutte des travailleurs et du peuple chiliens. Le Conseil général de la FSM, réuni à Paris en octobre 1975, a approuvé une déclaration réclamant la mise en liberté de Luis Corvalán et de tous les prisonniers politiques au Chili. Le Bureau de la FSM a adopté des résolutions analogues lorsqu'il s'est réuni à Tatranska Lomnica (Tchécoslovaquie) en avril 1976 et à New Delhi en décembre 1976.

Le secrétariat de la FSM s'est lui aussi prononcé publiquement sur les principaux événements relatifs au Chili; il a dénoncé les mesures répressives prises par la Junte militaire chilienne et appelé les travailleurs et les syndicats de tous les pays à entreprendre toutes sortes de manifestations de solidarité.

Le secrétariat de la FSM a notamment adopté les déclarations et documents suivants :

- Déclaration du 19 février 1975 priant les travailleurs et les syndicats des pays membres du Club de Paris de demander à leurs gouvernements respectifs de ne plus apporter leur aide à la dictature chilienne;

- Déclaration du 12 mars 1975 appuyant les décisions de la troisième session de la Commission internationale d'enquête sur les crimes de la Junte militaire chilienne, qui s'est tenue à Mexico, du 18 au 21 février 1975;

- Déclaration du 15 décembre 1975 exprimant l'appui de la FSM à la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU sur la violation des droits de l'homme au Chili;

- Déclaration du 15 janvier 1975 protestant contre l'intention de la Junte militaire d'engager un procès contre Corvalán et d'autres dirigeants de l'Unité populaire et réclamant la mise en liberté de tous les détenus politiques et le respect des droits de l'homme, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU.

La FSM s'est employée sans relâche à renforcer la mobilisation du mouvement syndical international en faveur des travailleurs et du peuple chiliens par divers moyens d'action : manifestations, protestations, assemblées, boycott des importations et exportations chiliennes.

En 1974, 1975 et 1976, la FSM a participé activement à l'organisation de grandes journées internationales de solidarité le 12 février, date marquant l'anniversaire de la CUT du Chili, et le 11 septembre, date anniversaire du coup d'Etat.

La FSM a publié, ces années-là, un bulletin trimestriel intitulé "FSM - CHILI", en anglais, en espagnol, en français et en russe, pour diffuser parmi les organisations syndicales des divers pays des informations relatives à la situation au Chili et aux manifestations de solidarité dans le monde.

En outre, la FSM a régulièrement et fréquemment communiqué à l'Organisation des Nations Unies, à ses institutions spécialisées et à divers de ses organes des renseignements sur la répression et les violations des droits de l'homme au Chili.

Une délégation de la FSM, dirigée par Mahendra Sen, secrétaire de la Fédération, et constituée de représentants des syndicats chiliens, français et soviétiques, a rencontré à New York, le 26 novembre 1975, M. Morse, Secrétaire général adjoint de l'ONU, à qui elle a remis une pétition en faveur de la libération des prisonniers politiques chiliens, et notamment des anciens secrétaires de la FSM, Luis Padilla et Mario Navarro.

Le 2 septembre 1976, le Président de la FSM, Enrique Pastorino, a écrit à M. Kurt Waldheim pour lui demander que l'Assemblée générale de l'ONU prenne des sanctions économiques et autres contre la Junte militaire chilienne, qui viole sans cesse les droits de l'homme.

La FSM a communiqué au Directeur général de l'OIT de nombreuses informations concernant la suppression des libertés syndicales et les persécutions dont les syndicalistes chiliens font l'objet. La FSM continue à réclamer l'intervention de l'OIT puisqu'on persiste à opprimer les militants ouvriers et à bafouer la liberté syndicale au Chili, malgré les résolutions de la Conférence internationale du Travail et du Conseil d'administration de l'OIT condamnant cette situation.

La FSM a également soumis en temps opportun au Directeur général de l'UNESCO des informations précises concernant les persécutions déclenchées par la Junte militaire fasciste contre les enseignants et contre la culture au Chili. Les protestations présentées le 20 août et le 2 septembre 1975 par la FSM ont été examinées par le Conseil exécutif de l'UNESCO.

Le secrétariat de la FSM a mené ses activités de solidarité avec le Chili en liaison étroite avec le Comité extérieur de la CUT, avec lequel elle a entretenu des contacts réguliers. Dans le cadre de ces rencontres d'information et de coordination, les délégations du Comité extérieur de la CUT du Chili et du secrétariat de la FSM, réunies les 25 et 26 mars 1975, le 15 juillet 1975 et le 8 janvier 1976, ont adopté des décisions importantes en vue de renforcer le mouvement international de solidarité avec le peuple chilien.

La FSM a donné son appui et participé activement à l'organisation des diverses manifestations de solidarité avec le peuple chilien ci-après :

- Rencontre des universités d'Amérique latine en solidarité avec les universités chiliennes, du 14 au 16 mars 1975, à Bogoto (Colombie);

- Session extraordinaire du Groupe des travailleurs de la 60ème Conférence internationale du Travail, à Genève, le 19 juin 1975, où quelque 400 représentants des organisations syndicales de 114 pays ont manifesté leur solidarité active avec le peuple et les travailleurs chiliens;

- Conférence mondiale de solidarité avec le Chili, du 13 au 16 novembre 1975, à Athènes. Dans le cadre de cette conférence, il a été organisé une Rencontre internationale des délégués syndicaux à laquelle ont participé les représentants syndicaux de 52 pays;

- Deuxième Rencontre des universités d'Amérique latine en solidarité avec le Chili et contre le fascisme, du 18 au 22 février, à Caracas. Parallèlement à cette rencontre, a été organisée une Conférence syndicale de solidarité avec le Chili à laquelle ont participé 22 organisations et centrales syndicales, dont la FSM.

Il faut mentionner, parmi les actions de solidarité, la contribution importante de la FSM et de ses syndicats membres à l'opération "Navire de la solidarité", qui a permis de transporter au Chili 162 tonnes de marchandises destinées aux enfants et aux familles chiliennes victimes de la politique de répression et de famine de la Junte militaire.

Il convient enfin de signaler que le 12 février 1976, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le Chili, les représentants de la FSM, de la Confédération internationale des syndicats arabes, de l'Organisation de l'unité syndicale africaine et du Comité extérieur de la CUT du Chili ont décidé de créer un Comité syndical international de solidarité avec les travailleurs et le peuple chiliens, dont le siège sera fixé à Prague et qui sera présidé par Enrique Pastorino, président de la FSM. Ce Comité a pour principal objectif de renforcer la solidarité des travailleurs et des syndicats des divers pays et continents avec le peuple chilien. Lors de sa réunion constitutive, le Comité a adopté une motion prenant note du rapport documenté présenté par le Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur la violation des droits de l'homme au Chili.